

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 171 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2945 - Prix : 1€

## Société en crise

# La révolution nécessaire !



**Premier janvier : tout augmente, sauf les salaires**

Page 3

**Pénuries d'eau : fuite devant les responsabilités**

Page 5

**Nouvelle-Calédonie : Manœuvres politiques et anti-ouvrières**

Page 11

## Trump et Musk : les rois de la jungle

Donald Trump, réélu président des États-Unis, n'a pas attendu son investiture pour montrer qu'il était le chef. Et pour que cela soit bien clair, il a multiplié les déclarations provocantes vis-à-vis de ses propres alliés.

Au Premier ministre du Canada, Trump a proposé de fusionner son pays avec les États-Unis, en affirmant que « de nombreux Canadiens souhaitent que le Canada devienne le 51ème État. Ils économiseraient énormément d'impôts et de protection militaire ».

Considérant que les États-Unis détiennent un droit sur le canal de Panama, il en demande « la restitution ». Quant au Groenland, il veut tout simplement l'annexer et se dit prêt à payer pour cela. Oui, avec toute la morgue d'un milliardaire, Trump pense que tout se vend et s'achète !

Son compère, Musk, l'homme le plus riche du monde à la tête de Tesla, SpaceX et du réseau social X, en a rajouté en insultant copieusement plusieurs dirigeants européens et en soutenant, contre eux, les partis d'extrême droite qui montent sur le marché de la démagogie.

Eh oui, avec ce duo de milliardaires, finis le baratin sur le droit international et le tralala sur la non-ingérence et le droit des peuples ! Il n'y a qu'un seul principe qui vaille : la loi du plus fort et l'impérialisme revendiqué.

Les défenseurs de l'ordre actuel nous abreuvent matin, midi et soir, de discours contre la Russie ou la Chine, accusées de visées impérialistes et de ne respecter ni la démocratie ni l'inviolabilité des frontières. Eh bien, voilà que l'expansionnisme le plus décomplexé est revendiqué par le leader du prétendu monde libre, le chef de l'OTAN, à laquelle appartient la France !

Ni Trump ni Musk ne sont des fous. Ils glorifient le système capitaliste qui les a enrichis et transformés en milliardaires. Ils vantent leur système fondé sur l'exploitation des hommes et de la nature à l'échelle du monde. Ils ne sont pas fous, ils sont sûrs d'eux car ils connaissent le pouvoir de leurs milliards.

Nous ne sommes pas habitués à un langage aussi cru. Habituellement, les dirigeants politiques aiment se donner le beau rôle. Leurs discours dégoulinent d'hypocrisie et sont remplis de mots creux sur l'intérêt général, la prospérité, la paix et la démocratie. La colonisation elle-même a longtemps été présentée comme une entreprise louable de civilisation !

De l'Algérie au Congo, du Laos au Vietnam, combien de centaines de milliers de civils ont été massacrés par les troupes françaises et soumis au travail forcé par la patrie des droits de l'homme ? C'est aussi au nom de la liberté et de la démocratie que les États-Unis ont soutenu les coups d'État en Amérique latine et y ont installé des dictatures sanguinaires.

Trump n'hésite pas à provoquer en promettant « l'enfer sur Gaza » si les otages israéliens n'étaient pas libérés. Mais le « gentil » Biden, en couvrant tous les crimes de l'État israélien, n'a-t-il pas déjà fait de Gaza un enfer ? Au nom du droit international, de la démocratie et de la lutte contre l'antisémitisme, Biden, Macron, Scholz ne laissent-ils pas aujourd'hui des enfants mourir de faim dans la bande de Gaza parce qu'ils ne veulent pas se fâcher avec leur allié Netanyahu ?

L'ordre impérialiste n'est que violence et exploitation pour les peuples et les opprimés, que les discours des politiciens soient va-t'en guerre ou enrobés d'appels à la concorde, à la paix et à la fraternité. La brutalité et la haine que Trump et Musk véhiculent sont parfaitement à son image.

Oui, ce duo infernal est bien à l'image de la période que nous vivons : une période de lutte intense pour la suprématie mondiale, qui a déchaîné la guerre en Ukraine et qui l'alimente en Afrique ; une période de guerre commerciale effrénée, où même des pays qui se disent « alliés » sont engagés dans des rivalités mortelles.

Les capitalistes qui n'auront plus accès, demain, aux terres rares indispensables dans l'électronique, ou aux fameuses données numériques, sortiront du jeu. Si l'impérialisme américain estime nécessaire d'accroître la pression pour mettre la main sur le Groenland ou le canal de Panama ou même y envoyer une armada militaire, Trump le fera, comme ses prédécesseurs l'ont fait tant de fois dans le passé. Alors oui, nous vivons sur un volcan.

Entre les feux dévastateurs, les guerres commerciales où se jouent nos emplois et nos salaires, les menaces de crises financières, les guerres qu'ils mènent et celles qu'ils nous préparent, les maîtres du monde nous poussent au bord du précipice. Mais cela ne se fera pas sans réactions des peuples et des opprimés. Ces réactions, il faut les préparer et leur donner un but politique : renverser les Rois de la jungle capitaliste en les expropriant et en les empêchant de nuire.

Nathalie ARTHAUD

## Premier janvier : tout augmente, sauf les salaires

Le 1er janvier a vu arriver, comme tous les ans, son cortège d'augmentations des prix et des tarifs. Les salaires, allocations et retraites, eux, n'ont pas suivi.

Il devient ainsi plus cher d'envoyer des lettres, les plus simples comme les recommandées, entre dix et trente centimes de plus par envoi. Les tarifs des colis sont également en hausse, de 5,8 % en moyenne. Le tabac est aussi visé, avec un paquet de cigarettes qui dépasse maintenant 12,50 euros. En Île-de-France, l'abonnement mensuel Navigo passe de 86,40 à 88,80 euros, alors qu'en 2022 il coûtait 75,20 euros. Et ceux qui prennent des tickets de métro à l'unité devront déboursier 2,50 euros par trajet pour toute la région, y compris pour se déplacer dans Paris, pour

un trajet qui coûtait jusque-là 2,15 euros. Quant aux mutuelles et assurances santé et habitation, les prix augmentent également de 5 à 12 %.

Et ces hausses ne prennent pas en compte la flambée des prix de l'énergie, ni l'augmentation des loyers des HLM, qui pourra aller jusqu'à plus de 3 %, ni la hausse continue du chariot de courses au supermarché. Par contre, depuis le 1er janvier, il n'est plus possible d'acheter par exemple des pâtes ou du riz avec des tickets-restaurant, pour ceux qui en bénéficient.

Toutes ces augmentations sont autant de charges qui pèsent sur les budgets des familles ouvrières. Les médias ont beau insister sur la revalorisation automatique des retraites

de base de 2,2 %, celle-ci sera très loin de compenser la hausse générale du coût de la vie. Même lorsqu'elles ont lieu, ces augmentations microscopiques n'interviennent qu'une ou deux fois dans l'année, alors que les prix, eux, augmentent continuellement. Il faut donc, en plus d'une large revalorisation, que les salaires, les retraites et les allocations soient indexés en permanence sur les prix, qu'ils les suivent de manière proportionnelle, ce qui suppose un contrôle des prix par les travailleurs eux-mêmes. Ce serait bien la seule manière de s'opposer à l'appauvrissement généralisé imposé par la capacité des capitalistes.

## Médicaments : en 2025, pas de pénurie pour les profits

Si l'année est nouvelle, les promesses gouvernementales, elles, ne changent pas : la distribution de cadeaux aux industriels de la pharmacie continuera, au nom de la lutte contre les pénuries.

Ces pénuries affectent un nombre de plus en plus important de médicaments – près de 5 000 l'an passé – et durent de plus en plus longtemps. À la moindre épidémie hivernale, des remèdes essentiels comme l'amoxicilline et le paracétamol manquent dans les pharmacies. Manquent aussi des médicaments moins courants mais tout aussi essentiels pour les malades atteints d'hypertension artérielle, de diabète, de cancer... Des enquêtes disent que plus d'un tiers de la population a été confronté à de telles déficiences qui ne font que s'aggraver depuis 2018.

Depuis, chaque année, le gouvernement jure qu'il a trouvé la solution et que cela va cesser. En 2021, il y a eu le « *plan de gestion des pénuries* » obligeant les industriels à la consti-

tution de stocks de sécurité de deux mois, assorti de sanctions financières en cas de non respect. En février 2023, en pleine épidémie de bronchiolite, le ministre de la Santé annonçait sans sourciller « *la fin de la pénurie de paracétamol et d'amoxicilline dans deux semaines* », promettant pour y parvenir l'augmentation des prix réclamée par

les laboratoires fabricants de médicaments génériques.

Depuis, on a eu droit au « *plan blanc du médicament* », au « *new deal de la chaîne pharmaceutique* » puis au « *plan de relocalisation des médicaments essentiels* » afin de « *reconquérir la souveraineté sanitaire de la France.* » C'est dans ce cadre qu'aujourd'hui les cinq ministres pro-

suite page 4



posent leur nouveau plan : sept entreprises, annoncent-ils, vont recevoir des financements publics pour « *relocaliser la production de médicaments.* » En échange de quoi ? « *D'engagements des industriels sur une sécurisation de l'approvisionnement*

*du marché français... »*

Ainsi donc 2025 sera comme les précédentes. Chacun continuera à chercher, de pharmacie en pharmacie, le médicament qui lui a été prescrit. Quant aux laboratoires de l'industrie pharmaceutique, ils conti-

nueront, comme tout industriel dans ce système, à produire leurs marchandises en fonction du profit espéré tout en percevant les subventions publiques.

## **Outre-mer : vie chère... au bonheur des profiteurs !**

À quoi est due la cherté de la vie en Outre-mer ? Dans un rapport de 150 pages remis début décembre à Emmanuel Macron, les auteurs, Pierre Egéa et Frédéric Monlouis-Félicité, pointent des économies de comptoir postcoloniales, dominées par des oligopoles. Marges arrières opaques et pratiques anticoncurrentielles, particulièrement dans les secteurs de la grande distribution et de l'automobile dominés par le groupe GBH, génèrent des bénéfices dépassant 138 millions d'euros en 2023.

C'est ainsi que selon l'INSEE, les prix alimentaires sont en moyenne 37 % plus élevés à La Réunion qu'en métropole, et les écarts de prix sur les véhicules dépassent 30 %.

Ce rapport comme tant d'autres avant lui, cherche les causes des mouvements de colère comme celui des Gilets Jaunes ou actuellement contre la vie chère en Martinique. Tous constatent les dégâts occasionnés par la rapacité des grands groupes capitalistes et l'incapacité des pouvoirs publics locaux ou nationaux à s'y opposer.

Comment s'en étonner ? Le fondement même du capitalisme c'est de dicter sa loi à l'appareil d'État à son service et c'est la mainmise des grandes entreprises sur l'économie.

Seule la force collective des travailleurs, postulant à la direction de la société, pourra briser l'emprise de ces requins de la finance et imposer un contrôle démocratique sur toute l'économie.

## **GBH : un capitaliste de haut vol**

Le journal *Libération* pointe du doigt les pratiques frauduleuses du groupe Groupe Bernard Hayot (GBH) : « *Marges exorbitantes, opacité financière, entorses à la concurrence...* »

GBH est connu à La Réunion pour posséder les enseignes Carrefour, Décathlon, Monsieur Bricolage, Norauto... Il est hégémonique en Outre-mer où l'entreprise réalise 4,5 milliards de chiffre d'affaires grâce à sa mainmise sur la grande distribution, l'agriculture, le secteur automobile, l'industrie, tant dans les Antilles d'où est originaire la famille de Bekés qui dirige le groupe éponyme, qu'en Nouvelle-Calédonie, à La Réunion ou à Mayotte.

Le groupe GBH aurait constitué tout un réseau tentaculaire d'entreprises intermédiaires qui lui permettrait d'accumuler des marges, de ventiler les bénéfices et d'alléger les comptes d'exploitation des entreprises les plus rentables. L'une des combines employées par GBH est par exemple la pratique des « *marges ar-*



*rière* » . Des marges qui « *reposent sur le fait d'exiger de ses fournisseurs des remises de prix en fin d'année pour objectifs atteints* », selon *Libération*.

Les concessions automobiles de GBH réaliseraient une marge nette comprise entre 18 % et 28 %, soit

trois à quatre fois celles pratiquées dans l'Hexagone sur les mêmes voitures vendues.

La voracité du groupe GBH, voilà l'une des raisons de la «vie chère» !

## Des entreprises de plus en plus défailtantes, à l'image du système capitaliste...

Selon le rapport du cabinet d'expertise Elisphère, 1.941 entreprises ont fait l'objet de procédures de redressement ou ont été liquidées en 2024 à La Réunion. Un chiffre en hausse de 42% par rapport en 2023, le plus élevé de tout l'outre-mer. Tous les secteurs sont touchés, en particulier la construction, le commerce, la réparation automobile.

Ce sont majoritairement des petites entreprises qui mettent la clé

sous la porte face à l'augmentation des prix des matières premières, ou parce qu'elles sont prises à la gorge par les banques et les grosses les entreprises dont elles sont le plus souvent les sous-traitantes. Beaucoup d'entre-elles touchent le fond malgré les dispositifs d'accompagnement de l'État tels que des délais de paiement auprès de l'administration fiscale, des remises de majorations de retard auprès de l'Urssaf ou de la Région et

de l'Union européenne, avec le Fonds d'Aide à l'Investissement Régional.

Preuve que la perfusion n'est pas suffisante.

Car l'économie est globalement malade et les grands groupes du BTP comme la SBTPC (Vinci), GTOI (Bouygues) ou encore de la grande distribution qui font des profits farfelus en absorbant le plus gros des manes étatiques.

### ... qui détruit les emplois et les vies des travailleurs

Les principales victimes des fermetures d'entreprises, sont les travailleurs licenciés, parfois après avoir sacrifié, primes, 13ème mois, etc. pour soi-disant « sauver » l'entreprise et après avoir trimé pour des salaires de misère.

Pour eux, pas d'effacement de crédit auprès des banques, juste de maigres indemnités de licenciements (quand les entreprises ont cotisé aux AGS ou que les patrons ne s'évanouissent pas dans la nature !), les al-

locations chômage rabotées de plus en plus par les gouvernements.

Alors qu'il manque des milliers de logements, d'écoles, d'hôpitaux, de réseaux de transport publics dignes de ce nom, etc. des entreprises ferment et des milliers de travailleurs sont privés d'emplois parce quelques gros capitalistes poussés par leur soif insatiable de profits, étouffent et écrasent plus faibles qu'eux.

C'est bien la preuve que ce système économique capitaliste, miné

par ses contradictions congénitales, est bien incapable de répondre aux besoins, parfois élémentaires, de la population, en l'occurrence des classes laborieuses, malgré toutes les richesses produites par la société, malgré les possibilités technologiques et scientifiques qui existent.

Dans ce contexte ces défailtances d'entreprises ne sont que la partie visible de la faillite du système capitaliste tout entier !

### Pénuries d'eau : fuite devant les responsabilités

Depuis le début de l'été, les habitants de plusieurs villes de l'île, comme à Saint-Joseph, Salazie, Bras-Panon, Saint-André connaissent de fréquentes coupures d'eau durant plusieurs heures, de jour comme de nuit.

Les compagnies des eaux et les autorités ont décidé d'organiser ces rationnements face à l'insuffisance de l'eau dans les réserves, due à des précipitations insuffisantes pour remplir les nappes et faire monter les niveaux des rivières.

Le maire et président de la communauté de communes de l'est (Cirest) annonce demander une enquête parlementaire sur les effets du basculement des eaux d'est en ouest.

Il se montre ainsi assez fort au petit jeu du « c'est pas moi, c'est l'autre » ce qui n'apporte pas une goutte de

plus aux robinets. En revanche il semble bien à sec quand il s'agirait d'user de sa position pour planifier les forages, les captages et les réservoirs nécessaires et pour obliger ceux qui encaissent les factures à remplir leurs obligations d'entretien des réseaux.

Quand les communes font installer des citernes d'eau (non potable) dans différents quartiers et procèdent à des distributions de bouteilles d'eau minérales à leurs administrés, c'est une initiative plus à même d'augmenter les profits des importateurs et autres grandes surfaces qui commercialisent les packs d'eau, que de répondre aux besoins réels des populations concernées, surtout si les pluies continuent à se faire rares.

À tous les échelons, ceux qui dirigent, capitalistes et politiciens à

leur service, ignorent royalement le fameux adage « gouverner c'est prévoir », n'anticipent que les profits qu'ils peuvent tirer même des catastrophes... Un fonctionnement social mortifère qui ne pourra s'inverser que si les travailleurs et la population prennent directement leurs affaires en mains.



## Glyphosate : La Réunion en tête

D'après une étude publiée (chiffres de 2022) par Générations Futures, La Réunion est le département français qui consomme le plus de glyphosate dans les exploitations agricoles.

Cet herbicide à large spectre d'action, produit par Monsanto, est utilisé sur toutes les cultures, notamment la canne pour détruire de façon non sélective toutes les mauvaises herbes.

Le glyphosate est un produit très dangereux pour la santé humaine et l'environnement.

Sur le marché depuis 40 ans, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), a déclaré en 2015 que le glyphosate devait être classé cancérigène probable pour l'homme. L'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a confirmé en 2022 les dangers liés à la substance.

Malgré sa dangerosité, la Commission européenne a prolongé son utilisation en décembre 2023 jusqu'en 2033.

Pour le président de la Chambre d'agriculture Frédéric Vienne, le glyphosate est un mal nécessaire car, dit-il, sa « *consommation est due au fait que les agriculteurs se reportent sur ce qu'il reste, ce n'est pas faute d'avoir demandé de ne pas supprimer de molécules efficaces sans proposer d'alternatives solides* ».

Il minimise les risques de l'utilisation de ce produit qui seraient limités « *grâce à la traçabilité qui est faite* » et affirme, par ailleurs, que « *les agriculteurs sont formés à son utilisation* ».

Si en effet, les agriculteurs ont l'obligation de détenir un certificat (le «certiphyto») pour acheter et uti-

liser les produits phytosanitaires comme le glyphosate, rien ne garantit que les ouvriers agricoles sont bien formés à son utilisation et équipés selon les normes pour son épandage.

Comme pour la chlordécone aux Antilles, les pressions exercées sur les autorités par les cultivateurs et les fabricants de produits comme Monsanto assoiffés de profits, ont permis que des produits hautement toxiques demeurent sur le marché et continuent de tuer parfois des décennies après leur retrait.

Le jour où la Terre sera enfin débarrassée de la mauvaise herbe capitaliste, elle s'en portera bien mieux et les êtres vivants aussi.

## Chikungunya : l'épidémie déclarée

**L'augmentation du nombre de cas de Chikungunya à La Réunion (192 cas déclarés au 13 janvier), a amené le préfet à déclencher le niveau 3 du plan ORSEC « Arboviroses » qui correspond à une épidémie de faible intensité.**

« *J'ai voulu sensibiliser et sonner la mobilisation générale* » a-t-il déclaré pour éviter de se retrouver dans la même situation qu'en 2005-2006 où un tiers de la population (260 000 personnes) avait été atteint par le virus, provoquant la mort de 225 personnes.

À l'époque, malgré les alertes des professionnels de santé, en particulier les médecins qui voyaient affluer les malades en grand nombre dans leur cabinet, l'ARS avait pris du temps avant d'admettre l'ampleur de l'épidémie et de mettre en œuvre rapidement les moyens de lutte et de prévention.

Aujourd'hui, le préfet et l'ARS assurent que les agents de lutte antivectorielle sont (ou seront) en nombre suffisant et que les procédures administratives seront simpli-

fiées pour faciliter l'intervention des équipes partout où ce serait nécessaire. Soit.

Mais ce qui risque de manquer, ce sont les moyens de prises en charge des malades. À l'heure actuelle, les hôpitaux sont saturés, le personnel de soins croule déjà sous la charge de travail, résultats de la politique de suppressions de lits et de réduction de personnel des gouvernements avec

la bénédiction de l'ARS ; les médecins libéraux rechignent à prendre de nouveaux patients.

Alors, la population aurait de bonnes raisons d'être méfiante, surtout si l'on en juge par l'incapacité des autorités sanitaires et de l'État à juguler rapidement l'épidémie récente de la Covid.

Il y a loin entre les belles paroles des décideurs et leurs actes...



## L'attentat contre Charlie Hebdo : un crime et son exploitation politique

**Le dixième anniversaire des attentats contre Charlie Hebdo et un Hyper Casher parisien aura été une nouvelle occasion de faire ser- rer les rangs, au nom de la lutte contre le terrorisme, derrière des dirigeants politiques qui sèment la barbarie dans le monde.**

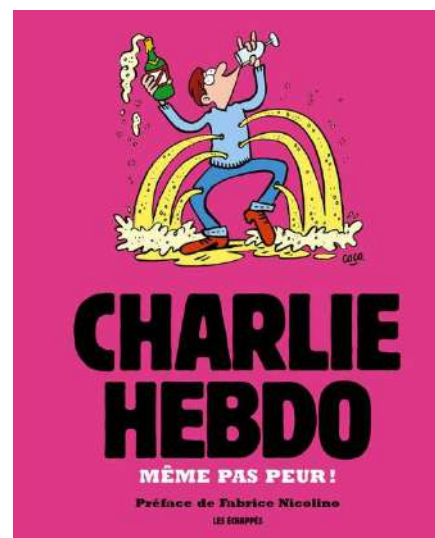
L'assassinat planifié des dessinateurs et des journalistes d'un journal moquant les religions et les institutions, celui de personnes choisies car juives et l'exécution froide de policiers par des militants djihadistes se réclamant d'Al-Qaïda, avaient créé un choc dans toute l'opinion. Ces assassins n'étaient pas seulement des ennemis de la liberté d'expression, mais des ennemis de la liberté tout court.

Mais cette légitime émotion fut instrumentalisée sans délai par Hollande, alors président de la république, par Valls, Premier ministre, avec le soutien de Sarkozy, pour justifier leur politique en Afrique ou au Moyen-Orient et faire oublier que l'impérialisme n'a cessé de nourrir le terrorisme non seulement en semant partout l'oppression et l'injustice

mais aussi, souvent, en soutenant les forces les plus réactionnaires. Le 11 janvier 2015, Hollande fit défiler à Paris des chefs d'État du monde entier pour, sans rire, défendre la démocratie et la liberté d'expression.

Depuis dix ans, chaque nouvel attentat, chaque fait divers tragique, a été instrumentalisé dans le même sens. La défiance compréhensible d'une fraction de la jeunesse vis-à-vis « des valeurs de la république » dont elle ne voit souvent que les contrôles au faciès et la relégation dans des ghettos de pauvreté, est présentée comme du « séparatisme » et condamnée comme telle. Le racisme ordinaire n'a cessé d'être encouragé par les politiciens, qui désignent l'immigration, et en particulier sa partie musulmane, comme responsable de tous les maux.

Au fil des années, ceux qui contestent la politique de l'État français sont de plus en plus souvent assimilés à des apologistes du terrorisme. Ainsi, des manifestations pour dénoncer la politique criminelle de l'armée israélienne à Gaza, avec le soutien de l'impérialisme, ou des conférences de militants propalesti-



niens ont-elles été interdites tandis que des militants syndicaux étaient traînés devant les tribunaux pour des tracts exprimant leur indignation.

Si le communautarisme est une impasse, ce n'est en aucune manière une raison pour accepter de s'aligner derrière les dirigeants qui entretiennent les guerres et la misère et osent ensuite se présenter comme des champions de la justice et de la démocratie.

## Retailleau : campagne raciste et islamophobe

**L'anniversaire des dix ans de l'attentat contre Charlie Hebdo a été le prétexte tout trouvé pour nombre de politiciens, de droite et d'extrême droite en particulier, pour relancer leur campagne raciste et islamophobe.**

Le ministre de l'Intérieur Retailleau n'a pas manqué de déclarer que « la France pourrait être frappée de nouveau », en pointant du doigt « l'islam politique ». L'adjectif « politique » utilisé pour qualifier l'islam est de pure forme. Même si Retailleau ajoute qu'il ne s'attaque pas à la religion musulmane en général, il fait sciemment un lien entre religion musulmane et terrorisme. Et pour ceux qui n'en seraient pas convain-

cus, ses propositions le montrent : étendre le « champ de la laïcité » à d'autres espaces publics, par exemple aux compétitions sportives ou aux sorties scolaires », ou encore interdire « le port du voile à l'université ». Cela ne vise évidemment pas les bonnes sœurs – catholiques et tout aussi voilées – qui accompagneraient une sortie scolaire organisée par l'une des nombreuses écoles privées catholiques, par ailleurs financées par l'État, ni celles qui voudraient suivre un cursus universitaire. Les propositions dont il fait l'étalage ne ciblent que les personnes de religion musulmane.

Cette propagande contre les musulmans suscite de l'émotion, de la colère et un sentiment d'injustice

parmi les travailleurs immigrés. Retailleau voudrait qu'ainsi les travailleurs français se sentent solidaires de son gouvernement contre les immigrés présentés comme des ennemis. Il répand ainsi un poison et contribue à créer la division entre les travailleurs, au plus grand profit du patronat.

Quelle que soient les origines et les croyances, les travailleurs conscients doivent refuser de se prêter à ce jeu et combattre ce qui les divise, à commencer par le racisme et la xénophobie qui gangrènent une partie de la société.

## Mort de Jean-Marie Le Pen : de profundis tortionibus

Suivant une déclaration de sa famille, Jean-Marie Le Pen a été « rappelé à Dieu » le 7 janvier. Cela devait arriver un jour ou l'autre, mais cela augure mal de la fréquentation du paradis.

Quelle douleur, quelle douleur, quel Pen ! À plus de 95 ans, dont la quasi-totalité consacrés à répandre et illustrer les idées racistes, réactionnaires et anticomunistes, voire à mettre lui-même la main à la pâte en

torturant des prisonniers pendant la guerre d'Algérie, sa vie aura été bien remplie de ce que la société française d'après-guerre a fabriqué de pire.

Les nécrologies discuteront sans doute savamment de la différence entre le père, d'extrême droite, raciste, antisémite qui aurait pu être à l'occasion un chef fasciste, et la fille, politicienne se voulant respectable et candidate à parvenir au pouvoir par les urnes. Mais la question est oi-

seuse, car tout dépend des circonstances.

Dans l'immédiat le risque de voir Le Pen père parvenir au pouvoir est au moins écarté et personne parmi les travailleurs conscients ne s'en plaindra. Quant à débarrasser la société du poison qu'il a contribué à répandre avec persévérance, la tâche reste entière.

## DANS LES ENTREPRISES

### SPL Estival : le plan social refusé par la direction de travail

**Ce 13 janvier, la Direction du Travail (la DEETS) a refusé le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de la SPL Estival au motif que celle-ci n'a pas prévu les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés dans son plan de réorganisation.**

L'intersyndicale et les membres du CSE (Comité économique et social) (CSE) de la SPL Estival qui a voté en décembre dernier majoritairement contre ce plan social présenté par la direction de la société de transport de l'est, sont satisfaits que la DEETS ait retoqué le projet de la direction. La représentante de FO se réjouit « *des gardes fous pour que les droits des salariés soient respectés* ».

Quels droits ?

La Direction du Travail considère seulement que le plan qui risque de conduire à un « ciblage de salariés, d'une activité ou d'un service » n'est pas « conforme aux dispositions législatives ». Elle ne s'oppose pas aux 26 suppressions de postes dont 24 licenciements, ni à la baisse de salaire des employés de l'ordre de 8 % !

La direction de la SPL qui dit vouloir « *tout mettre en œuvre pour sauver la SPL Estival et éviter une liquidation* », devrait très probablement faire un recours auprès de la DEETS et même auprès des ministères concernés, avant un nouveau passage devant le tribunal de commerce le 12 février prochain.

En attendant, elle doit retirer les propositions d'avenant à leur contrat

de travail qu'elle avait envoyées à 110 salariés, sans attendre la décision de la DEETS.

En novembre 2023 des travailleurs de la SPL Estival s'étaient opposés à tous sacrifices pour redresser les comptes de l'entreprise mis à sac par l'ancien directeur. Depuis, leur sort est suspendu aux décisions administratives et judiciaires et d'une intersyndicale encline à cautionner un plan social qu'elle seule jugerait acceptable.

Les travailleurs de la SPL, s'ils veulent garder leur emploi et tout leur salaire, doivent se mobiliser tous ensemble pour exiger que la SPL Estival et la Cirest, son principal financeur, trouvent l'argent nécessaire.

### Transport de fonds : une sécurité bafouée

Malgré les alertes des syndicats CFDT et CFTC sur les graves manquements à la sécurité dans le transport de fonds, l'État reste sourd. Véhicules en mauvais état, absence de formations obligatoires, et non-respect des normes de sécurité mettent en danger non seulement les convoyeurs, mais aussi la population.

Face à l'inaction préfectorale, les syndicats appellent à une reprise de la mobilisation. Ils exigent des sanctions exemplaires contre les entreprises fautives et une commission de sécurité immédiate. Une fois encore, ce sont les travailleurs qui doivent se battre pour garantir leur propre sécurité, car de la part des autorités, ce

n'est pas seulement de l'inaction, mais une véritable complicité.

Finalement, il semblerait que leur devise soit : « Pourquoi protéger les travailleurs tant qu'on peut protéger les profits ? »



### Biden encourage Netanyahu

Le 5 janvier, alors que de nouvelles négociations entre les représentants de Netanyahu et ceux du Hamas étaient en cours à Doha, l'armée israélienne a une fois de plus bombardé la population de Gaza, provoquant la mort d'au moins 49 Palestiniens en une seule journée.

Le terrible bilan annoncé par les autorités palestiniennes, 45 854 morts pendant les quinze mois de guerre, ne semble pas faire le moins du monde hésiter Joe Biden. Le soutien du président des États-Unis au gouvernement israélien, à Netanyahu et au

massacre de la population de Gaza est inébranlable. À la veille de quitter le pouvoir, il vient de proposer une nouvelle vente d'armes à Israël, pour une somme de huit milliards de dollars, comprenant, entre autres, plusieurs variétés de missiles Lockheed-Martin, des obus et des bombes. Ces 8 milliards de dollars s'ajouteront donc vraisemblablement aux 17,9 milliards déjà engagés pour l'équipement de l'armée israélienne par les États-Unis depuis le 7 octobre 2023 !

Il est donc clair que, toujours au nom de ce qu'ils appellent « le droit d'Israël à se défendre », les dirigeants des États-Unis voient l'avenir de leurs relations avec l'État hébreu comme un soutien indéfectible à sa politique guerrière. Les vagues hésitations exprimées précédemment par le président démocrate, les exhortations faites il y a quelque temps à Netanyahu de laisser passer l'aide humanitaire aux Gazaouis, la tentative de faire construire par des militaires américains une jetée permettant

la livraison par mer de cette aide, n'ont été que poudre aux yeux de l'opinion internationale.

Le prétexte des bombardements invoqué à chaque fois par Israël est la présence supposée d'un « terroriste », autrement dit d'un partisan du Hamas. Mais « terroriste » est également l'étiquette attribuée au docteur Hossam Abou Safiya qui tentait de maintenir l'activité de l'hôpital Kamal-Adwan, dans le Nord de Gaza, dévasté par les troupes israéliennes les 27 décembre. Arrêté ainsi que d'autres soignants, il semble être aux mains des services de sécurité de Netanyahu. Quant aux otages israéliens dont une centaine seraient toujours détenus à Gaza, leur sort est en réalité totalement indifférent au gouvernement de Netanyahu, régulièrement conspué lors des manifestations du samedi, comme aux grandes puissances européennes qui encouragent de fait la perpétuation du massacre des Palestiniens.

Flickr



## ARABIE SAOUDITE

### Barbarie et business

**Selon un décompte de l'Agence France-Presse, au moins 338 condamnés à mort ont été exécutés en 2024 en Arabie saoudite, un terrible record.**

Les condamnés, parfois des enfants, sont exécutés, certains sans avoir jamais parlé à un avocat. Les exécutions se font en prison, secrètement. Les corps ne sont pas renvoyés aux familles. Un tiers des exécutions seraient liées à des affaires de drogue, mais en Arabie saoudite, on peut être condamné à mort pour le

simple fait d'avoir du haschich dans sa poche.

C'est ce régime barbare que Macron a visité le 2 décembre, pour aller faire la cour au prince héritier Mohammed ben Salmane (dit MBS), dont le régime est synonyme d'oppression des femmes, de torture, d'exploitation forcée des travailleurs immigrés et donc maintenant de frénésie dans les exécutions capitales.

Mais qu'est cela en regard du « partenariat stratégique » que Macron essaye de monter avec l'Arabie saou-

dite pour le plus grand profit des industriels français ?

Avec la Coupe du monde de football 2034, l'Expo universelle 2030 et les Jeux asiatiques d'hiver en 2029 pour lesquels il fait construire une piste de ski en plein désert, MBS veut en mettre plein la vue. Cela se fera avec la peau des quasi-esclaves embauchés sur les chantiers, et sa mégalomanie rapportera des milliards aux trusts occidentaux qui auront les marchés.

### Les guerres rongent la société

Lorsque le 1er janvier, à La Nouvelle-Orléans, un homme au volant d'un pick-up a foncé dans la foule, tuant 14 personnes et en blessant 35 autres, Trump n'a pas manqué de vociférer : « *C'est ce qui se passe quand vous avez des frontières ouvertes...* », promettant d'expulser 13 millions d'immigrants en situation irrégulière.

En réalité, l'assaillant de La Nouvelle-Orléans, tout en étant de famille saoudienne, était de nationalité américaine et né au Texas. Il avait servi comme informaticien dans l'armée américaine pendant dix ans, avant de connaître un retour difficile à la vie civile, de se radicaliser et de finir par se réclamer de l'État islamique.

Ce même 1er janvier, un véhicule de location explosait devant un hôtel Trump à Las Vegas, tuant le conducteur. Cet homme de 37 ans, sans lien

avec l'islamisme ni avec le tueur de La Nouvelle-Orléans, partageait cependant avec celui-ci un passé dans l'armée, traumatisé par ses années dans les forces spéciales, en Afghanistan, en Ukraine, au Tadjikistan, en Géorgie et au Congo.

Le journal trotskyste américain *The Spark* du 6 janvier souligne qu'en moyenne 22 soldats et anciens combattants se suicident chaque jour aux États-Unis. Les soldats d'active meurent neuf fois plus souvent de suicide qu'au combat. Ces suicides sont souvent liés à des expériences traumatisantes dans des guerres où l'armée a bombardé des civils et commis des massacres, comme à My Lai au Vietnam en 1968 ou à Falloujah en Irak en 2004. Parmi les pilotes des drones qui tuent des gens à des milliers de kilomètres depuis la Floride, le taux de suicides est aussi élevé. Et si le gouvernement des

États-Unis déplore ces morts, il refuse de fournir aux anciens combattants les traitements ou les soins dont ils auraient besoin.

De nombreux anciens combattants ont été déshumanisés par leur période dans l'armée au point de diriger leur colère vers d'autres personnes, leur famille notamment. Un tiers des tueries de masse sont perpétrées par d'anciens militaires, à l'instar du tueur de La Nouvelle-Orléans.

*The Spark* rappelle justement que si ces tireurs sont qualifiés de terroristes, les vrais terroristes sont au gouvernement, qui dépense toujours plus d'argent pour la première armée au monde, et ses 750 bases militaires dans 80 pays. C'est aussi grâce à eux que les investissements et les profits de sa classe capitaliste sont protégés dans le monde entier.

## UKRAINE

### La chair à canon se rebiffe

**L'État français et le gouvernement ont tenu à manifester leur engagement dans la guerre en Ukraine en assurant la formation militaire d'une brigade de 2 500 hommes, nommée « Anne de Kiev », en l'honneur de l'épouse d'Henri 1er, roi de France du 11e siècle !**

Cette brigade aurait dû combattre sous les ordres du gouvernement ukrainien mais aussi pour défendre les intérêts de l'impérialisme, d'abord américain, et de bien d'autres États engagés dans ce conflit, pour manifester « l'unité » du camp occidental contre la Russie. Dans cette guerre, les soldats ukrainiens servent de chair à canon dans un conflit entre les impérialistes occidentaux d'un côté, l'État russe et

ses oligarques de l'autre.

En fait, près de 1 500 soldats de cette brigade au total auraient déserté, dont quelques dizaines sur le territoire français, dès leur arrivée en France. Beaucoup avaient d'ailleurs été recrutés de force, comme c'est maintenant la pratique de l'armée ukrainienne.

La télévision a montré des images de ces brigades de l'État ukrainien faisant la chasse dans les rues pour enrôler de force des hommes de tous âges, et les conduire à la mort sur le front. Un père de famille de trois enfants témoignait qu'en théorie il devrait être exempté, mais que cela ne suffirait pas à arrêter les nerfis de l'État en quête de chair à canon. Et d'expliquer qu'il n'a aucune envie d'aller se faire tuer pour rien : « *Au*

*début de la guerre j'aurais même voulu me faire enrôler, mais aujourd'hui cette guerre n'a plus de sens. Il faut qu'elle s'arrête* ».

Voilà ce que valent les discours guerriers de la clique de politiciens et d'intellectuels stipendiés qui, bien à l'abri dans les salons feutrés de France, ne cessent d'expliquer que la population ukrainienne doit continuer à se sacrifier pour le profit de ses oligarques et des compagnies occidentales. De plus en plus, cette population manifeste son refus de voir les hommes aller se faire tuer au front.

Le problème est posé aussi bien à la population ukrainienne qu'à celle de Russie qui subit un sort analogue.

## Manœuvres politiciennes et anti-ouvrières

Mercredi 8 janvier, Alcide Ponga, de la droite Loyaliste, a été élu chef du gouvernement local à la place de l'indépendantiste Louis Mapou. Louis Mapou a chuté le 24 décembre, au moment où les élus calédoniens votaient les trois « réformes » fiscales exigées par Paris en échange d'une aide d'urgence de 236 millions d'euros. Ces « réformes » constituent une véritable attaque anti-ouvrière. Il s'agit d'instaurer un jour de carence pour les fonctionnaires territoriaux, la hausse de 50% de l'équivalent calédonien de la CSG, qui touche directement les salariés, et une hausse de la TGC, l'équivalent de la TVA. Les deux premières mesures ont été votées le 23 décembre à une très large majorité, de la part des élus anti-indépendantistes comme de part des élus indépendantistes. Les députés ont même surenchéri sur les exigences de Paris, en instaurant à l'unanimité le jour de carence dès le premier jour et non au troisième jour d'arrêt maladie.

Si la hausse de la TGC n'a pas été, encore, votée, ce n'est pas pour

le caractère anti-pauvre de la mesure mais parce que, à la suite du deuxième vote, un des partis de droite a fait en démissionnant chuter le gouvernement de Louis Mapou. Bayrou a alors accentué son chantage, informant les élus calédoniens que, comme seulement deux des trois mesures anti-ouvrières étaient votées, ils n'auraient que deux tiers de l'aide.

En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement local est collégial. Grâce à l'alliance formée avec l'Éveil océanien, un parti qui veut représenter la communauté des îles du Pacifique, les partis indépendantistes ont eu la majorité en 2019, permettant à Louis Mapou, du Palika, de prendre la tête du gouvernement et au Kanak Roch Wamytan, de l'Union calédonienne, de prendre la présidence du Congrès.

Mais après la mobilisation de la jeunesse kanake et océanienne contre la réforme du corps électoral le 13 mai dernier, les partis multiplient les manœuvres politiciennes. L'Éveil océanien, qui a voulu se démarquer de la révolte de la jeunesse, a fait

chuter Roch Wamytan de la présidence du Congrès en s'alliant avec la droite loyaliste pour prendre sa place. Pour l'élection du gouvernement, l'Éveil océanien a réitéré la manœuvre, offrant ainsi aux anti-indépendantistes une majorité. C'est ainsi que le chef du gouvernement est maintenant Alcide Ponga, élu d'origine kanake mais anti-indépendantiste, un des dirigeants de la droite Loyaliste, symbole de l'intégration par l'État français d'une couche de notables kanaks, cadre à la Société Le Nickel et un des directeurs de l'usine KNS, celle de la province Nord, jusqu'à sa fermeture au mois d'août dernier.

Les travailleurs de Nouvelle-Calédonie n'ont rien de bon à attendre de ce nouveau gouvernement ni d'aucun de ces partis de notables qui, s'ils veulent se démarquer les uns des autres à l'approche des élections territoriales, veulent tous montrer à l'État français qu'ils sont responsables, capables de voter les mesures faisant payer les plus pauvres.

## MAYOTTE

### Dévastation agricole et impéritie gouvernementale

Le passage du cyclone Chido a dévasté les 3 300 fermes locales mahoraises et les forêts. La production végétale, indispensable pour fournir des produits frais à la population, est réduite à néant. Fruits, légumes, maraîchages, mais aussi la filière de la vanille, qui avait connu un récent

succès, ont été balayés. Le secteur animal n'a pas été épargné : plus de 80 % des élevages ont été détruits...

Il y aura besoin de plants adaptés à la situation locale dont la production se situe dans les pays environnants. La Confédération paysanne, syndicat majoritaire à la chambre

d'agriculture, alerte sur le fait que le gouvernement n'a pas anticipé cette nécessaire coopération régionale et s'insurge de la proposition dérisoire d'une aide de 1000 euros par exploitation agricole.

Une proposition indécente empreinte de mépris colonialiste.

### Le container de solidarité bloqué sur les quais

Le container de solidarité envoyé par le syndicat CGTR, chargé de riz, huile, farine et eau, est arrivé au port de Longoni, à Mayotte, le lundi 6 janvier 2025. Une semaine plus tard, il reste bloqué sur les quais, faute d'une prise en charge rapide par l'administration.

Ce retard intolérable marque l'incapacité de l'État à gérer efficacement l'urgence sociale. Si un seul container met autant de temps à être distribué, qu'en sera-t-il des centaines de containers nécessaires pour répondre à la crise ? Pendant ce temps, les containers du groupe

Hayot, destinés à générer des profits bien juteux, semblent naviguer sans embûches ni blocages.

Peut-être faudrait-il inscrire "pour le profit" sur les containers de solidarité pour les faire avancer plus vite !

## Les capitalistes se disputent le gâteau, mais s'accordent contre les travailleurs

Les annonces gouvernementales concernant la reconstruction sont scrutées par les entreprises qui flairent les opportunités garanties par l'État comme la création d'une zone franche, un prêt catastrophe bonifié et des chantiers assurés.

Les grands groupes du BTP de La Réunion et de l'hexagone se mettent sur les rangs faisant craindre aux PME locales d'être marginalisées !

Cependant, si les capitalistes, petits ou grands, se disputent ces futurs profits, ils tombent d'accord sur les mesures prévues dans la loi d'urgence de reconstruction qui s'attaquent aux droits des travailleurs. L'allongement de la durée du travail à 14 heures par jour et six jours par semaine, ou encore les exonérations fiscales pour les entreprises ne feront qu'accroître l'exploitation et la précarité, tout en gonflant les marges des entreprises.

Car une grande partie de l'aide financière destinée à la reconstruction

ne profitera pas directement aux sinistrés. Elle sera consommée par des prélèvements à chaque étape du processus : sur le transport maritime des matériaux, leur revente locale à des prix gonflés, et l'augmentation générale des coûts de construction.

Ainsi, les fonds publics, censés reconstruire Mayotte pour ses habitants, alimenteront surtout la chaîne de profits des grands groupes et des intermédiaires, tout en rendant la vie encore plus chère pour la population.

Dans cette situation exceptionnelle d'intensification de l'exploitation patronale il est urgent de s'opposer à toutes les tentatives de divisions entre nationalités, entre travailleurs qui ont des papiers et ceux qui n'en ont pas.

Refuser le poison de la division et de la xénophobie c'est un combat à mener pour défendre les intérêts généraux de l'ensemble du monde du travail et en fin de compte de toute la société.



### ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €  
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Free Malaysia



Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Audios-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)